

N° DP 24/44

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 À L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE 108RL22 POUR LA DÉMARCHE DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES BÂTIS À USAGE D'HABITATION ET DES BATIMENTS PUBLICS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord-cadre à bons de commande 108RL22 portant sur la démarche de réduction de la vulnérabilité des bâtis à usage d'habitation et des bâtiments publics, notifié le 29/09/2022 à la société OSGAPI pour une durée ferme de 24 mois, et pour un montant minimum de 8 000 € HT et maximum de 60 000 € HT,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT qu'en cours d'exécution, il s'est avéré nécessaire de diagnostiquer des parties communes de copropriétés et des parkings souterrains, non prévus au marché initial,

CONSIDERANT que les diagnostics de ces lieux, requièrent d'ajouter deux prix nouveaux,

CONSIDERANT qu'un ajout de prix nouveaux au BPUF valant DENC est rendu possible à l'article 20.1 du CCAP, qui dispose que « Un (des) prix nouveau(x) sera(ont) ajouté(s) ou seront substitué(s) aux postes de prix du B.P.U.F contractuel valant D.E.N.C dans le cadre d'une mise à jour ponctuelle, dans les conditions suivantes : Le(s) prix ajouté(s) ou substitué(s) devra(ont) être en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre / Le(s) prix nouveau(x) ne pourra(ont) pas dépasser le prix le plus élevé du B.P.U.F contractuel. »,

CONSIDERANT que les présentes conditions sont remplies et qu'elles ouvrent de ce fait droit à l'activation de la clause de réexamen pour le cas d'espèce,

CONSIDERANT que cet ajout de prix nouveaux n'impacte pas les masses mini et maxi annuelles du présent accord-cadre,

CONSIDERANT que cette opération n'impacte pas non plus le délai initialement fixé,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 au marché 108RL22 portant sur des ajouts de prix nouveaux avec la société OSGAPI, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 2

DE DIRE que l'avenant prend effet à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 3

DE DIRE que cet avenant portant sur un accord-cadre à bons de commande, il n'y a pas d'incidence financière directe.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

408 946 03

MARCHÉ N°108RL22

ACCORD-CADRE POUR LA DÉMARCHE DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES BATIS À USAGE D'HABITATION ET DES BATIMENTS PUBLICS

AVENANT N°1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD-CADRE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice ;
Direction :	Direction de la Construction
Titulaire initial du marché :	OSGAPI Représentée par M. DARRAS Thomas Courriel : contact@osgapi.com
Date de notification :	29/09/2022
Durée du marché :	24 mois ferme
Montant du marché :	Minimum : 8 000 € HT Maximum : 60 000 € HT
Imputation budgétaire :	Budget Principal
Nature de l'acte modifiant le marché :	Ajout de prix nouveaux
ANNEXES :	Devis

ENTRE

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

La société OSGAPI représentée par M. DARRAS Thomas, en sa qualité de dirigeant

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet

En cours d'exécution de l'accord-cadre, 'il est apparu indispensable d'étendre le champ de l'analyse, en procédant aux diagnostics des parties communes de copropriétés et de parkings sous-terrains, le but étant d'évaluer les possibles impacts de ces lieux, et à plus forte raison, de réduire la vulnérabilité du logement.

Article 2 : Ajout de prix nouveaux

Il est donc nécessaire d'ajouter 2 prix nouveaux pour pouvoir effectuer ces prestations conformément à l'art 20.1 du CCAP, et au CCTP.

Ces 2 prix sont :

- La réalisation du diagnostic de vulnérabilité des parties communes pour un montant de 600 € HT
- La réalisation du diagnostic de vulnérabilité d'un parking sous-terrain pour un montant de 800 € HT

Article 3 : Incidence financière

Le présent avenant n'a aucun impact financier sur les masses mini et maxi du marché.

Article 4 : Délais

Le présent avenant n'impacte pas le délai initialement fixé.

Article 5 : Autres clauses du marché

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Article 6 : Date d'effet

Le présent avenant n°1 prend effet à compter de sa date de notification.

C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Metropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour le groupement titulaire du marché

BERTA Antoine

Antoi
ne
BERTA

Signature
numérique de
Antoine BERT
Date :
2023.12.19
13:52:58
+01'00'

